



UNION NATIONALE DES SYNDICATS CGT DES CROUS

Communiqué de presse

Tickets-restaurants étudiants : Le Sénat veut-il la fin des Crous ?

Le Sénat a adopté en première lecture, jeudi 10 juin, une proposition de loi visant à créer "un ticket-restaurant étudiant". En théorie, une mesure pour aider les étudiants face à la précarité, en pratique "**une fausse bonne idée**", que l'Union Nationale CGT des CROUS (UNCGT) dénonce avec vigueur.

Le montant de ce « ticket restaurant étudiant » serait de 6,60 € dont la moitié serait prise en charge par l'Etat et l'autre par l'étudiant soit 3,30 € (prix d'un repas complet pour l'étudiant au restaurant universitaire).

Sachant que l'offre de repas complet à un prix de 6,60 € est assez limitée dans le privé, cette mesure inciterait les étudiants vers des repas peu équilibrés dans des chaînes de fast-food ou sandwicheries, les seules à proposer des formules à ce prix. La « **malbouffe** » serait donc indirectement sponsorisée par l'état avec des risques futur d'épidémie de diabète et tous autres maladies liées à ce fléau. Les sénateurs ont-ils commandé une étude d'impact ? Le lobby de la malbouffe serait-il derrière ce projet de loi ?

Un coup fatal aux Crous et à sa branche restauration, cette mesure aggraverait la concurrence existante avec le privé et anéantirait tous les efforts des Crous consenties afin d'améliorer la qualité de la restauration universitaires (bio, filières courtes d'approvisionnement, réhabilitations et constructions de restaurants, tiers-lieux, etc.).

L'UN CGT Crous rejoint l'analyse des syndicats étudiants, c'est une « **fausse bonne idée** » ce ticket n'apportera rien de bon si ce n'est l'affaiblissement du service public à l'étudiant avec les Crous et la malbouffe subventionnée par les impôts. Les problématiques de précarité de la vie étudiante sont beaucoup plus complexes et ne peuvent se résoudre avec des effets d'annonce.

Le coût de cette mesure a été évaluée à **1 milliard d'euros**, ces fonds devraient plutôt servir à maintenir le prix de la restauration universitaire à 1 euro, à l'augmentation des aides directes aux étudiants et au développement du service public des Crous afin qu'ils puissent assurer leur mission de restauration à tarification sociale sur l'ensemble du territoire.

Les Crous ont su s'adapter pendant la crise sanitaire afin de maintenir les services ouverts (logements, bourses, vente à emporter, accompagnement social et psychologique, etc.) tout en gardant une qualité de service dans un contexte dégradé.

Si cette mesure venaient à être adoptée par l'Assemblée nationale, l'UN CGT Crous promet une rentrée mouvementée. Nous ne le laisserons pas faire le démantèlement des Crous avec des milliers de suppressions d'emplois à la clé.

Montreuil, le 15 juin 2021